

torique des institutions qui le régissent et des droits qu'elles lui confèrent, sera redevable à M. A. Gérin-Lajoie, avocat, du livret qu'il vient de mettre au jour sous le titre de "Catechisme Politique, ou Eléments du droit Public et Constitutionnel du Canada." Un peuple qui veut apprendre par lui-même n'en comprendra que mieux la portée des propagandes par lesquelles on tenterait de le circonvenir.

An nombre des nouvelles récentes de Californie est le récit de la fin malheureuse de quatre jeunes Canadiens impitoyablement massacrés par les Indiens sur cet île inhospitalière où chaque jour ils s'entre-tuaient après le moment de revoir leur patrie.

L'établissement nouveau d'un Institut au village de St. Charles de l'Industrie, témoigne du désir de ses fondateurs de faciliter la diffusion des idées et des notions utiles. En arborant le drapeau de la science, une institution de ce genre n'en reconnaît pas d'autre : elle ne le truque point pour la devise d'un homme ou d'un parti quelconque.

## JURISPRUDENCE.

(Continué du dernier numéro.)

"Quand on dit que cette loi place l'avocat du Bas-Canada, dans une position dégradante et alijetée, il n'y a assurément rien d'exagéré ; et, pour s'en convaincre, il n'y a qu'à lire la 15ème clause.

"On y voit que l'avocat pauvre, qui n'aura pas les moyens de payer cette taxe ; chez lequel on aura vendu, par exécution, jusqu'à la moindre valeur ; — que cet avocat qui sera, réduit, par conséquent, à la plus extrême misère, sera suspendu de ses fonctions, dépourvu de sa robe et du droit de gagner sa vie !

"Eh bien ! que l'on prenne l'une après l'autre toutes les classes de la société, en est-il une seule, à part du barreau, à laquelle les lois ne laissent que la mendicité pour moyen d'existence ? L'artiste qui n'a que sa voix pour moyen de vivre, a-t-il jamais été privé d'en faire usage, dans aucun pays civilisé ? On fera bien contre lui une partie de ce qu'on peut faire contre l'avocat, c'est à dire le dépouiller de son mobilier ; mais est-il jamais entré dans l'esprit d'un homme vivant au sein d'une société civilisée, l'idée de mettre un baillon à l'artiste tant qu'il n'aura pas payé ses dettes ?

"On dira peut-être que l'occasion ne se présentera jamais de pousser la loi jusqu'à cette conséquence rigoureuse ; mais alors pourquoi faire une disposition inutile ? D'ailleurs, pourquoi donner à l'étranger, au monde civilisé, le droit de croire que la profession d'avocat, qui est dans tous les pays la plus noble des professions civiles, est en Canada à cet état d'abjection qu'il faille mettre les membres du barreau, sous le coup d'une aussi honteuse pénalité, pour leur faire payer vingt-cinq chelins par année ?

"Maintenant si l'on entre dans les motifs qui ont inspiré l'imposition de cette taxe, on trouvera non moins étrange qu'elle ait été imposée à la seule classe de la société qui n'a pas intérêt dans la loi que la législation s'est proposée ; qui, au contraire a intérêt à ce que ce loi ne soit pas atteinte.

"Par cette publication, on veut uniformiser la jurisprudence, donner plus de stabilité aux notions du droit et, par là, diminuer le nombre des procès ; — c'est en un mot une réforme judiciaire qui aura pour conséquence immédiate une grande amélioration sociale. Eh bien ! qui a intérêt à cette amélioration ? Sociale parlant tout le monde y est intéressé ; mais sous le rapport pécuniaire, tout le monde, excepté les avocats, y ont intérêt. Quand l'avocat fait abstraction de sa profession et se concentre en sa qualité de citoyen, il peut bien, il doit même travailler de concert avec les autres membres de la société à améliorer les institutions de son pays. Comme citoyen, il doit être taxé, si la chose publique l'exige, mais il doit l'être avec tous les autres citoyens. Que si vous prenez le membre du barreau en sa qualité d'avocat, alors les positions changent. Il s'est fait avocat pour gagner sa vie, comme un autre s'est fait marchand ou notaire. Le nombre de procès est pour lui, ce qu'est pour le marchand la quantité d'effets qui passent dans son commerce ; le nombre des clients est pour lui, ce qu'est pour le marchand le nombre des clients. Donc pour l'avocat, l'obscureté et l'incertitude de la loi sont les premiers aliments de sa profession, considérée comme industrie. Et au point de vue de l'intérêt pécuniaire, lui seul est considéré à l'instar de ce chaos ? Comme citoyen, il serait juste qu'il en payât sa part ; mais lui en faire porter tout le fardeau, parce qu'il est avocat, c'est le plus injuste et le plus dérisoire contre-bonsens que l'on puisse imaginer. Voilà néanmoins tout ce qu'a fait cette loi.

"Mais une loi aussi absurde ne pouvait manquer de porter en elle un vice fatal à son existence ; — c'était une conséquence nécessaire de l'insanité de jugement de celui qui l'a faite.

"Le premier moyen de Défense attaque cette loi par la base ; — elle est inconstitutionnelle et nulle, il n'y a pas de doute, pas même de discussion sur ce point. Le fait sur lequel repose cette exception sera plus tard prouvé par les journaux de la Chambre d'Assemblée. (1). La seule question à discuter est celle de la compétence de la Cour. Toutes les institutions du Canada, les Chambres législatives, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire ont pour acte de constitution l'acte impérial qui a réuni les deux Provinces. C'est

donc la première autorité à laquelle tous les pouvoirs sont tenus d'obéir. Un pouvoir subordonné, la législature coloniale, ayant agi en contravention à la loi qui l'a créé, il ne doit pas s'en suivre que tous les autres pouvoirs, le pouvoir judiciaire en particulier, soient obligés de suivre les errements inconstitutionnels de l'autorité législative. D'ailleurs la Cour étant dans l'alternative de désobéir à l'une de deux autorités qui se contredisent, la loi et la raison veulent qu'elle désobéisse à l'autorité secondaire de la colonie pour obéir à l'autorité supérieure de la mère-patrie, surtout lorsqu'elle voit à l'évidence qu'elle n'est forcée à cette désobéissance que par une première désobéissance de la part de l'autorité secondaire.

"Le 2nd moyen de Défense n'offre pas la même difficulté. Il est évident que cette taxe étant créée pour défrayer les frais de la publication des décisions et pour rien autre chose, il est intervenu un contrat entre le gouvernement et le barreau, en vertu duquel les avocats paieront cinq piastres par année, à la condition que le gouvernement exécutera sa part du contrat, qui est de faire faire cette publication. Le premier pas à faire de la part du gouvernement était de nommer des compilateurs ; la loi est une lettre morte, tant que ce premier pas n'est pas fait. En effet, prétend-t-on que si le gouvernement ne laisse pas dix et vingt ans s'écouler sans nommer de compilateurs, les avocats devraient toujours payer pour aider à défrayer des frais qui n'auraient pas été faits ? La prétention serait absurde. Eh bien ! le gouvernement n'a pas nommé de compilateurs en 1850, le barreau ne peut donc être tenu à payer pour cette année là."

Mr. Pacaud développe ensuite lui-même et plus au long et ses moyens de défense et les motifs de sa résistance.

Quant au premier moyen de défense, celui de l'inconstitutionnalité de la loi, il soutient cette proposition : que les membres composant l'Assemblée législative, ne doivent être acceptés comme agissant en vertu de leur mandat de députés et comme ayant la qualité et les attributions de législateurs, que lorsqu'ils sont réunis et qu'ils agissent d'après les règles établies par la constitution du pays ; que, dès qu'ils foulent aux pieds la loi d'où ils dérivent tous leurs pouvoirs, ils ne forment plus qu'une réunion de factieux ou tout au moins de désobéissants qui s'amusent à jouer la comédie, comme le Bourgeois-Gentilhomme quand il s'exerce à faire de la poésie. La Cour a droit de s'enquérir de la manière dont les lois sont passées, comme elle a le droit de s'enquérir des formalités voulues pour donner de l'authenticité à un acte ont été remplies. — Il cite comme précédent, pour appuyer la compétence de la Cour, l'exemple du Juge Vallières qui déclara illégale et nulle l'ordonnance du Conseil Spécial qui suspendait l'Albion Corps. La conduite du Juge Vallières lui valut dans le temps la destitution ; mais elle a été depuis son principal titre à la place de Juge en Chef comme elle le sera à la reconnaissance de la postérité parmi ses concitoyens.

Lord John Russell déclara que cette conduite était non seulement un acte de dévouement national, mais la seule que put tenir un juge qui avait la conscience de son devoir.

La cause étant prise en délibéré, jugement fut rendu en février, déboutant la seconde exception et ordonnant la preuve sur la première avant d'y faire droit. Cette preuve a été faite par la production des journaux de la Chambre, où il posait qu'en effet, il n'y a jamais eu de message pour recommander cette mesure.

Jugement le 31 mars dernier, déboutant le défendeur de la seconde exception par lui plaidée.

## CORRESPONDANCES.

M. l'Éditeur,

M. le curé de St. Remi ayant annoncé à son prône, le 23 mars 1851, qu'il ferait à la sacristie, aux habitants cultivateurs de sa paroisse, à l'issue du service divin du matin, la distribution d'un petit ouvrage sur l'agriculture pratique du pays, don gracieux de Son Excellence Lord Elgin et Kincardine, Gouverneur-Général des Canadas, etc., etc.

Les citoyens cultivateurs réunis au lieu indiqué, après avoir reçu, des Mains du Curé, le petit ouvrage, se constituèrent en assemblée et choisirent aussitôt pour président, Monsieur P. Bédard Prêtre, Curé de St. Remi, et pour Secrétaire P. Benoit Ecr. N. P., et les résolutions suivantes furent passées à l'unanimité par la dite assemblée.

1. — Proposé par M. J. H. Martin Ecr. Major, secondé par L. Albert Lefebvre Ecr. Col. —

Que, cette assemblée témoigne toute sa reconnaissance à Son Excellence le Gouverneur Général de cette province, et est très-sensible au don gracieux qu'elle lui fait, en procurant par là à tous les citoyens cultivateurs du pays en général, et surtout à ceux de cette paroisse, par ce petit ouvrage, les moyens de mieux cultiver leurs terres.

2. — Proposé par M. N. Lefebvre Ecr. Major, secondé par M. J. Raymond : —

Que, les habitants cultivateurs de cette paroisse sont attentifs à l'empressement que Son Excellence, conjointement avec son conseil, mettent à promouvoir, d'année en année, les intérêts généraux du pays.

3. — Proposé par M. J. O. Bureau Ecr. N. P., secondé par M. Léon Lachapelle M. D.

Que, le journal *La Minerve*, et les autres journaux publiés en langue française à Montréal, veuillent bien aussitôt que possible insérer dans leurs feuilles, la reconnaissance, que

les cultivateurs de St. Remi, témoignent à Son Excellence pour le don gracieux qu'elle leur a fait.

4. — Proposé par M. Adolphe Dugas Ecr. M. D., secondé par M. J. B. Poupart fils. —

Que des remerciements soient faits à MM. le Président, le Secrétaire, pour s'être rendus au désir de l'assemblée.

Signés L. D. BÉDARD, Président.  
S. REMI, 23 Mars 1851.  
(Vraie Copie.)

## MALICIEUSE ACCUSATION.

Monsieur le Rédacteur,

L'Avenir du 9 Avril courant publie une Correspondance échangée entre Joseph Guillaume Barthe, Ecrivain, Avocat, et le Gouvernement Provincial, dans laquelle M. Barthe accuse Jean Langevin, Ecrivain, du Bureau des Terres de la Couronne, de s'être servi de son nom, et de son fils, aux dépens de la Province et du dit Sieur Barthe, en maliceusement illégitimement une réclamation, ou en payant réellement calomnieusement depuis 1841, "en dépit de tous les pas et démarches" du dit Sieur Barthe "et de ses offres répétées de fournir de nouvelles preuves si elles pouvaient être utiles." L'Avenir accompagne cette Correspondance de remarques malicieuses, injurieuses et calomnieuses au sujet desquelles, pour ma part et autant que j'y suis concerné, je me réserve le droit d'agir autrement et ailleurs, s'il est nécessaire. Quant aux insinuations contre l'Ex-Éditeur des *Mélanges Religieux*, je puis assurer Messieurs de l'Avenir que personne ne les croira, d'abord parce qu'elles sont fausses, et ensuite parce qu'elles ne sont faites que par ressentiment politique.

En réponse à l'histoire de M. Barthe, je prends la liberté de donner le compte-rendu suivant, pour rectifier les faits et mettre le public à même de juger.

Au mois de Février 1845, M. Barthe comme procureur des représentants de feu Joseph Mailloux, présente au Bureau des Terres de la Couronne une réclamation, à l'effet de leur obtenir la récompense des services du dit Joseph Mailloux comme Capitaine dans le corps appelé "Frontier Light Infantry" durant la dernière guerre américaine. Monsieur Barthe accompagna cette réclamation de quelques exhibits. Le Bureau des Terres, par Jean Langevin, Ecr., spécialement chargé par le Commissaire des Terres d'Alors de la Branche relative aux militaires, déclara cette réclamation mal fondée, attendu qu'il n'apparaissait pas par les *pay-lists* que M. Mailloux eût servi comme Capitaine dans le "Frontier Light Infantry," et attendu que M. Barthe ne pouvait pas les services de M. Mailloux par l'affidavit au certificat d'un officier de même corps que celui dans lequel servait M. Mailloux ; ce qui d'ailleurs était et est encore la règle du Bureau. M. Barthe après cela ne produisit pas de nouvelles preuves telles que les demandait le Bureau. Or quiconque connaît M. Barthe, n'osera pas dire que ce dernier ait une telle dose de timidité que, s'il eût eu pouvoir réussir à prouver les services de M. Mailloux, il eût hésité à faire valoir son droit sans lui tarder. Il était donc hors d'état de le faire, et il lui est impossible de prouver qu'il l'ait fait.

Les Représentants Mailloux, au mois d'Octobre dernier voyant cette insuccès complet de la part de Monsieur Barthe, vinrent alors me trouver et me confièrent leur affaire que M. Barthe semblait avoir. Je la pris en main, fis à mon Bureau Madame Veuve Mailloux, sa fille et son fils. Je leur fis expliquer au long de quoi il s'agissait ; ils me déclarèrent qu'ils croyaient sincèrement que le Capitaine Joseph Mailloux avait servi dans les *Voyageurs Canadiens*, et non dans "Frontier Light Infantry" comme l'avait prétendu M. Barthe, et ils me donnèrent l'affidavit en conséquence. Je me procurai ensuite l'affidavit d'un militaire qui avait servi avec le Capitaine Joseph Mailloux et qui déclara que c'était dans les *Voyageurs Canadiens*. Enfin un officier commissionné du Corps des *Voyageurs Canadiens* déclara sous serment que le Capitaine Joseph Mailloux avait servi durant la dernière guerre américaine dans le corps même des *Voyageurs Canadiens*. Dès lors ma preuve était complète ; je fis ma demande, et obtins à la fin du mois de Décembre (comme tout autre à ma place aurait pu l'obtenir) la récompense des services de M. Mailloux pour ses représentants.

Tel est l'état des faits. M. Barthe demandait pour la *Frontier Light Infantry*, tandis qu'il eût dû demander pour les *Voyageurs Canadiens*. Il n'a pas fait sa preuve, tandis que j'ai fait la mienne. S'il n'a pas été heureux, qu'il s'en prenne à lui-même, et non à un officier public qu'il voudrait perdre dans l'opinion, mais que l'exposé qui précède doit pleinement justifier et laver des accusations malveillantes de M. Barthe.

Quant à moi, M. le Rédacteur, je suis convaincu que le public comprendra qu'il est bien peu généreux pour un homme intelligent comme l'est M. Barthe d'essayer de noircir la réputation de mon père et la mienne sans justes motifs, mais seulement, parce que j'ai touché par mes services professionnels des honoraires que M. Barthe aurait tant désiré obtenir en mon lieu et place. Je laisse donc le dit Sieur Barthe se complaire dans sa noble conduite à notre égard, et me réserve le droit de lui répondre s'il y a lieu, tout en vous priant de publier cette lettre et l'affidavit qui l'accompagne.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très humble Serviteur,

Hector L. LANGEVIN.

PROVINCE DU CANADA, } Je Soussigné, Charles Horace  
District de Montréal, } Mailloux, fils aîné de feu le  
Capitaine Joseph Mailloux, en son vivant un des Officiers  
du Corps des Voyageurs Canadiens, après serment prêté  
sur les Saints Évangiles, déclare et dit :

Qu'en l'année mil-huit-cent-quarante-cinq ou quarante-six Joseph Guillaume Barthe, Ecrivain, Avocat, fit au nom de ma mère (et non en mon nom comme je l'ai dit par erreur) une réclamation au Bureau des Terres de la Couronne pour obtenir pour elle la récompense des services du dit feu Capitaine Mailloux dans la Milice de cette Province durant la dernière guerre Américaine, mais que le dit Joseph Guillaume Barthe alléguait que mon dit père avait servi, comme nous le croyions alors, dans le Corps appelé "Frontier Light Infantry" et non dans les "Voyageurs Canadiens," comme l'insinue, erronément et fausement le dit Joseph Guillaume Barthe dans sa lettre du vingt-six Janvier mil-huit-cent-quarante-un au Secrétaire Provincial, dans laquelle il se plaint injustement de Jean Langevin, Ecrivain, du Bureau des Terres de la Couronne ;

Que le dit Jean Langevin, Ecrivain, et son fils Hector L. Langevin, Ecr., Avocat, ont toujours parfaitement bien agi envers ma mère et moi, et que le dit Jean Langevin, comme employé du Bureau des Terres, a toujours déclaré être prêt à recevoir, de ma mère, de moi, ou de toutes personnes chargées par nous, toutes preuves nouvelles que nous pourrions découvrir à l'appui des services de mon dit père, mais que jamais le dit Joseph Guillaume Barthe n'a prétendu que mon père avait servi dans les *Voyageurs Canadiens*, ce qui l'a empêché de pouvoir obtenir la récompense en question, puisqu'en effet il ne pouvait prouver les services de mon père dans un corps où il n'avait pas servi. Et je déclare qu'il n'avait nullement, (ni ma mère non plus) à ma plainte des dits Langevin père et fils, et ai signé ce dixième jour d'Avril mil-huit-cent-quarante-un.

Assurance devant moi ce dixième jour  
d'Avril mil-huit-cent-quarante-un.

P. J. BÉDARD Comm. C. S.

Les journaux qui publieraient les insinuations et avancées de M. Barthe, sont priés de reproduire cette lettre et l'affidavit.

H. L. L.

Remarques accompagnées de quelques traits de notre histoire, relatives à la production publiée dans le *Moniteur* du 21 Février 1851, sous ce titre : Le bien des jésuites en Canada, etc., etc. — Suite et fin.

M. le directeur,

On doit reconnaître en même temps que la partie de l'essai dans laquelle l'auteur a rendu compte de la manière dont l'administration a puient le cours d'une si longue suite d'années, des revenus des biens des jésuites, n'est que digne d'éloges. Ce n'est rien moins qu'un tableau de dilapidations scandaleuses on ne peut l'avancer. Elle a poussé le cynisme jusqu'à les faire entre autres servir à payer les dépenses de l'éducation d'églises protestantes, sans même en disposer pour la légère part possible en faveur d'établissements catholiques, pas même de leurs maisons d'éducation.

L'auteur, à la transformation du plus beau temple élevé dans notre pays de l'Amérique aux sciences, au lieu de nous en faire profiter, a rendu encore ce tableau beaucoup plus frappant ; par exemple la création d'un chapelain des biens des jésuites avec des salaires considérables payables sur ces revenus la même et pour en remplir les fonctions, la nomination d'un ministre protestant, fils du premier ministre du ministère public devenu le juge en chef de la province, comme parrain de ses confrères membres du conseil exécutif, à ce titre encore de la cour d'appel de dernier ressort dans la province. C'était bien là l'œuvre d'avarice en pratique les doctrines spoliatrices de M. Rankin.

Ce ne fut pas tout cela que de légères égrèges à cette partie de notre histoire, pour ce qui regarde les biens des jésuites. Des détails ultérieurs dévoileraient les horreurs d'une production destinée pour un journal.

En rendant, comme on vient de le faire sur ce point, pleine justice à l'auteur de l'essai, comment ne pas voir avec le plus profond regret les sentiments d'amertume qui respirent dans cette production contre le clergé catholique motivés sur des réclamations relatives à ces biens comme objets de fondation d'une nature exclusivement religieuse. Ainsi qu'on l'a dit pour qu'on dans le cours des discussions soulevées dans l'année 1849, par la proposition que firent les ministres de distribuer les revenus de ces biens, qu'il fut dit dans l'intérêt des membres de ce corps aussi bien que de nos compatriotes en général, de cultiver la science des lois nationales et du droit public, l'étude spéciale des connaissances s'y rapportant, ne fut pas strictement partie des devoirs des premiers. Sur cette matière, les raisonnements d'après des traditions séculaires et tirant leurs inductions des lois d'une nature publique elles-mêmes de notre ancienne métropole. Il suffit dans ce moment d'ajouter qu'ils étaient de vue d'un côté les changements survenus sur ce point par suite de la conquête, d'autre part les dispositions de l'acte provincial de 1832 qui de la manière la plus formelle, approprièrent tous les biens provenant des revenus de biens du clergé ordonné des jésuites, sans réserve à l'éducation, sans distinction de culte ou de croyance.

Il est juste en passant d'ajouter qu'il eût pu paraître, qu'il eût même dû d'une sage politique de laisser les revenus des biens des jésuites à l'usage des catholiques et de doter, comme on l'a fait dans le Haut-Canada, d'autres établissements de la même nature par des dons de terres de la couronne. Mais comme on peut le voir, l'acte de 1832 ne laissait point d'alternative aux ministres. Ils n'en pouvaient demander que l'exécution.

Quoiqu'on ne désire pas dans le moment de réveiller des sentiments d'amertume, on croit remplir un devoir en rappelant quelques faits relatifs à ce sujet, bien propres à rectifier l'opinion publique singulièrement faussée dans le temps, lorsque les ex-dévotés ministres en mil-huit-cent-quarante-six proposèrent de disposer des revenus des biens des jésuites d'une manière conforme aux dispositions de l'acte provincial qu'on vient d'évoquer.

Lorsque cette dernière loi fut proposée, elle était jusqu'alors au-dessous du revenu public que la législature votait chaque année diverses sommes en faveur d'un nombre de maisons d'éducation de notre section de la province. En considérant que les revenus des biens des jésuites excédaient le montant de cette dépense, il était naturel que, dans l'état de nos finances on dut désirer d'en décharger le trésor public. Les ministres par cette raison firent la proposition d'y substituer à même les revenus des biens, suivant les dispositions de l'acte précité de parlement provincial. Ils accompagnèrent cette proposition d'une déclaration indiquant toutes les maisons d'éducation dont le nombre s'élevait à quatre-vingt-cinq précédemment porté dans le tableau des dépenses publiques.

Intimement d'ailleurs la résolution de l'exécutif de n'en plus s'occuper de nouvelles, ils firent remarquer que l'état de ces revenus fournis les moyens d'accorder pour cet objet plus qu'on n'en avait fait jusqu'alors et qu'ils proposaient d'en faire à l'avenir la distribution d'après la proportion des populations catholique et protestante ; que pour le moment la proposition serait plus forte qu'elle ne devait l'être dans ce système en faveur de la seconde, parce qu'on ne croyait pas devoir rien déduire du montant de ce que la législature avait pris l'habitude de voter pour chacune de ces maisons, mais que d'un côté l'intérêt d'une somme de deniers provenant de ces revenus qu'on venait de placer récemment, de l'autre l'augmentation graduelle de ceux des propriétés foncières permettraient bien vite de rétablir l'équilibre et de placer les maisons d'éducation catholiques et protestantes respectivement sur le pied d'une justice égale et d'une exacte réciprocité ; que les collèges catholiques de St. Hyacinthe, de Chambly, de l'Assomption, de St. Anne et de Nicolet recevaient de suite cette année des sommes plus fortes que dans les précédentes, le premier surtout pour aider les propriétaires à le rebâtir, celui de St. Thérèse aurait, pour la première fois, part à la libéralité de la législature ; enfin que ces maisons d'éducation recevaient par le vote de cette session deux mille louis de plus que dans les dernières années.

Tel était le plan des ministres qui, comme on l'a fait remarquer, n'avait point d'alternative et qui cependant ne fut sanctionné par la législature qu'à la suite d'une vive opposition dans l'Assemblée législative. Ce n'est pas le moment d'appuyer sur les motifs d'amendement proposés par les membres qui la composaient, sous le prétexte qu'on devait remettre à l'Église catholique les biens des jésuites. Il suffit d'observer que ces propositions militaient directement contre les dispositions textuelles de l'acte provincial. C'était celles de la violence. Personne ne pourrait prétendre sans doute que les ministres y pouvaient souscrire. Cette loi devait leur servir de règle de conduite.

On doit faire observer que d'ailleurs ces dispositions de l'acte provincial étaient strictement d'accord avec les de-

mandes répétées pendant le cours du demi siècle précédent par les citoyens de la province au gouvernement d'Angleterre. Il avait passé dans les deux chambres à l'unanimité sans la plus légère opposition, même sans réclamation d'aucune espèce. Sept des membres de l'opposition dans cette session de 1846, parmi lesquels on comptait deux des membres du cabinet précédent, nos compatriotes, avaient fait partie de l'Assemblée législative de 1832, lorsqu'elle avait passé le bill, à la suite de l'examen du comité d'éducation, présidé par l'un de ces deux membres. Le comité avait rapporté sans changement.

Reste à savoir comment les membres de l'opposition, surtout ceux du cabinet précédent dont l'acte provincial était l'ouvrage, avaient pu se résoudre à faire des propositions d'une nature de cette nature. S'ils croyaient que les biens des jésuites fussent revenus à l'Église catholique ou pour demander pourquoi ces membres de l'opposition n'avaient pas, lorsqu'ils étaient dans le ministère, fait la proposition d'un bill à l'effet de les lui remettre, enfin pourquoi depuis leur rentrée dans le ministère, ils ont, sur ce point, gardé le plus profond silence ?

Il se trouve encore quelques choses de plus contradictoires dans leurs déclarations relatives au même objet dans la session suivante de 1847, lorsque les ministres de l'époque firent la proposition d'allocations semblables à celles de l'année précédente en faveur des mêmes maisons d'éducation.

L'un des membres de l'opposition suggéra l'idée d'une allocation nouvelle en faveur du collège de Lennoxville qui n'était pas porté dans la cédule mise devant la chambre dans la session précédente. Entre autres choses on fit remarquer que ce serait dévier des principes sur lesquels les ministres avaient professé de régler la distribution des revenus des biens des jésuites, d'après les proportions respectives des populations catholique et protestante, que ce serait lier les règles de réciprocité comme de justice inéquies par rapport à ses compatriotes alors, enfin les privir de la part à laquelle ils avaient des titres incontestables reconnus dans le temps par des ministres, comme c'était leur devoir. Celui qui tenait ce langage résuma succinctement les principaux motifs du vote de la session précédente. Ces remarques demeureront sans réplique.

La proposition de l'allocution n'en passa pas moins par une majorité composée par partie de membres de l'opposition qui, l'année précédente, avaient si violemment combattu les propositions des ministres, sous le prétexte de la nécessité de disposer des revenus des biens des jésuites d'une manière exclusive en faveur des catholiques. On profita de ce succès pour accorder la même faveur à d'autres maisons d'éducation contre lesquelles militaient les mêmes motifs. Qui pourrait dire que les membres de l'opposition de l'époque ont bien mérité du pays, de leurs compatriotes en particulier par cette conduite ?

Il est juste de faire observer que l'auteur est tombé dans l'erreur lorsqu'il a estimé dans les mains du gouvernement une somme de \$352,000 des biens des jésuites non appropriés. L'abord l'auteur provincial appropriait ces biens, comme on vient de le voir, à l'éducation. Pour la somme d'éléments, on croit pouvoir ajouter qu'en 1846, celle qui provenait de cette source dans les mains de l'exécutif placée, comme on l'a vu, n'égalait pas la moitié de celle que l'auteur indique.

Comment laisser ce sujet, sans témoigner comme on l'a fait sur un autre point, le plus vif regret de la déclaration de l'auteur de l'essai qu'il n'a pas de conscience dans l'éducation qui le clergé catholique pourrait donner avec ces biens, que tout le monde convient que l'éducation de nos collèges exclusivement dirigée par le clergé est bien loin d'être progressive ? Il est bien difficile de se faire une juste idée des vices de l'éducation et de comprendre surtout ce qu'il entend par une éducation progressive. L'examen des motifs réels ou supposés de l'exécutif fournirait matière à des remarques trop longues pour un journal. Il est bien possible que l'éducation donnée dans nos collèges ne soit pas d'une grande perfection, d'autant que plusieurs d'entre eux ont été bien loin d'être suffisamment dotés. Mais que penserait l'Assemblée par rapport à ceux qui sont devenus l'objet de l'admiration d'hommes des plus grandes lumières, même étrangers, par la naissance à notre pays, qui se sont donné la peine de les visiter, d'examiner les programmes de l'éducation qui s'y donne, d'assister même à l'examen de leurs élèves, et qui leur ont rendu la justice que l'auteur leur refuse.

Il vient de s'établir encore assez récemment dans Montréal une nouvelle maison d'éducation catholique. Si l'auteur de l'essai s'était donné la peine de se procurer les renseignements nécessaires pour connaître exactement l'état de l'éducation qu'y reçoivent ceux qui la fréquentent, il n'aurait pas tenu ce langage. Il aurait pu se convaincre qu'elle est d'un ordre supérieur.

Laissant maintenant de côté tout le reste, il est juste d'appeler à la partie de l'essai dans laquelle l'auteur signale l'impéritie des rédacteurs de feuilles anglaises qui, bien loin d'élever la voix contre la dilapidation des biens des jésuites, "voient s'effacer à nos compatriotes, par ce qu'ils ne sont pas aussi instruits qu'ils pourraient l'être, lorsque les moyens de s'instruire leur ont," suivant ses propres termes, "été brutalement et injustement arrachés."

Ce n'est pas sans raison non plus qu'il finit par observer qu' "une partie de la presse anglaise se plaît à injurier la population canadienne française et à lui reprocher son ignorance et sa pauvreté. Ce n'est certes pas à ceux qui ont échoué à cette population tout moyen d'éducation à lui reprocher son ignorance, ni à ceux qui se sont enrichis de ses dépouilles à lui faire un crime de sa pauvreté."

Z.

## ANNONCES.

UN jeune monsieur qui désirerait embrasser la carrière du barreau, trouverait une position avantageuse du côté de son avancement professionnel dans le cabinet d'un avocat patricien de cette ville, particulièrement s'il avait fait un cours régulier d'études. S'adresser pour renseignements au Rédacteur-en-Chef des *Mélanges Religieux*.

Montréal, 11 Avril 1851.

## AVIS.

ON a besoin de six cents maçons pour la construction du Nouveau Collège de St. Hyacinthe ; les travaux commenceront le 20 Avril.

## INSTITUT-CANADIEN.

### LECTURE PUBLIQUE.

VENDREDI le 11 courant, une LECTURE PUBLIQUE sera donnée par T. J. Lorange Ecr. Avocat, dans la Salle des *Odd-Fellows*, Grande Rue St. Jacques.

Cette lecture sera le développement du sujet suivant : "Du Barreau Français depuis l'origine de la monarchie, jusqu'à la Révolution de 1789 ; et de son influence sur la Constitution de l'État et le développement des Institutions en France."

Les Dames ainsi que les Membres de l'Institut, sont admises gratuitement dans la salle.

74 d. d'entrée pour toute autre personne.

L'ouverture de la séance est fixée à 8 heures P. M.

Par Ordre

P. G. PAPINEAU

Sec. Cor. I. C.

Montréal, 7 avril 1851.

LES Messieurs du Collège et autres trouveront chez les Soussignés, en outre de leur bel assortiment de St. Louis d'été de toutes grandeurs, un magnifique *Crucifix* pesant 6 livres et demi des mains aux pieds, ainsi qu'un *Christ mort* ou *Sauveur* de 5 pieds 2 pouces de long, par Calvaire.

Prix très modérés.

C. CATELLI 11 C.

Rue Notre Dame, près la rue Bonsecours, Montréal, 18 mars 1851.

(1) Il a été depuis, sur la preuve avant faire droit, ordonné sur cette exception par M. le Juge McCord.

(Note du Rapporteur.)